



Pacte international relatif aux droits civils et politiques

Distr. générale
15 novembre 2006
Français
Original : anglais

Comité des droits de l'homme Quatre-vingt-sixième session

Compte rendu analytique de la 2367^e séance

Tenue au siège à New York, le vendredi 31 mars 2006, à 10 heures

Présidente : M^{me} Chanet

Sommaire

Suivi des observations finales sur les rapports des États

*Rapport intérimaire du Rapporteur spécial chargé du suivi des observations
finales*

Clôture de la session

Le présent compte rendu est sujet à rectifications.

Les rectifications doivent être rédigées dans l'une des langues de travail. Elles doivent être présentées dans un mémorandum et être également portées sur un exemplaire du compte rendu. Il convient de les adresser, *une semaine au plus tard à compter de la date du présent document*, au Chef de la Section d'édition des documents officiels, bureau DC2-750, 2 United Nations Plaza.

Les rectifications aux comptes rendus des séances publiques de la présente session seront groupées dans un rectificatif unique qui sera publié peu après la clôture de la session.

06-29263 (F)



La séance est ouverte à 10h10

Suivi des observations finales sur les rapports des États

Rapport intérimaire du Rapporteur spécial chargé du suivi des observations finales

1. **M. Rivas Posada** (Rapporteur spécial chargé du suivi des observations finales) déclare qu'il reste à apporter un certain nombre de modifications au texte du rapport intérimaire, le nom de la République de Moldova devant être corrigé dans les versions française et espagnole. Il propose d'arrêter une formule type à utiliser toutes les fois qu'il est recommandé de ne donner aucune suite à telle ou telle question et précise que la liste contenue dans le rapport vient rappeler aux membres du Comité et informer le public que le Comité a demandé des compléments d'information à un certain nombre d'États parties et n'avait reçu aucune réponse ou qu'une réponse partiellement satisfaisante.

2. **M. Lallah** précise que mars 2006 doit être la date de la quatre-vingt-sixième session indiquée à la fin du rapport.

3. **La Présidente** prie M. Rivas Posada de donner des précisions sur les affaires évoquées dans le rapport intérimaire, comme méritant une attention particulière.

4. **M. Rivas Posada** (Rapporteur spécial) fait observer que, par exemple, la République bolivarienne du Venezuela ne donne aucune suite, depuis des années, aux demandes de compléments d'information que le Comité lui a adressées sur un certain nombre de questions évoquées dans le rapport présenté par ce pays. S'étant mis en rapport avec la délégation vénézuélienne à Genève en octobre 2003, celle-ci, sans méconnaître le problème, ne s'est pas engagée à fournir des compléments d'information. Comme nombre des points évoqués dans le rapport de suivi traitent de sujets qui remontent à plusieurs années, le Rapporteur spécial a voulu mieux préciser l'observation qui appelle précisément un complément d'information ou quelque décision.

5. **Sir Nigel Rodley**, déplorant que le rapport renvoie aux observations finales concernant les États parties en question, si bien que les membres du Comité sont obligés de rechercher ces observations finales, dont certaines remontent à plusieurs années, estime qu'il serait préférable que les recommandations

formulées dans le rapport de suivi renvoient à l'observation en question, que le rapport ne permet guère de dire si et comment l'État partie donne suite aux observations, et qu'il serait utile que le secrétariat aide le Rapporteur à faire en sorte que le rapport rende mieux compte de la nature de la suite ainsi donnée par l'État partie.

6. **M. Solari Yrigoyen** demande à quelle date le rapport du Venezuela aurait dû être présenté.

7. **M. Lallah** dit que le rapport de suivi qui sera joint en annexe au rapport du Comité pour faire pression sur les États parties, doit être aussi précis et fouillé que possible pour être à la portée du profane.

8. **M. Rivas Posada** (Rapporteur spécial), convenant que les rapports de suivi sont d'ordinaire trop succincts et rédigés dans un style télégraphique et devraient sans doute résumer chacune des questions évoquées, estime que se voulant intérimaire, son rapport peut encore être amélioré.

9. **M. Gillibert** (Secrétaire du Comité), répondant à la question de M. Solari Yrigoyen, précise que le quatrième rapport du Venezuela devait être présenté en avril 2005.

10. **M. Rivas Posada** (Rapporteur spécial) dit être également entré en contact avec les délégations d'El Salvador et de la République de Moldova. La délégation salvadorienne ayant remis une réponse complète trois jours plus tôt, il recommande que ce dossier soit classé. Il dit par ailleurs n'avoir à ce jour pas été en mesure de prendre contact avec le Mali ou la Namibie.

11. Quant à Sri Lanka, il a fini par présenter un rapport écrit, qui n'a toutefois pas répondu au paragraphe 10 des observations finales (CCPR/CO/79/LKA) touchant les enquêtes et poursuites des nombreux cas de disparitions forcées ou involontaires de personnes pendant le conflit armé. Vu l'importance de cette question, le Rapporteur spécial recommande au Comité de demander une réponse intégrale qui vienne compléter la réponse partielle.

12. Le Rapporteur spécial dit n'avoir pu s'entretenir avec les représentants du Bénin comme il l'avait souhaité, mais que l'État partie a récemment transmis une réponse par écrit à toutes les questions posées par le Comité, de sorte qu'il n'y a pas lieu à suivre.

13. Les réponses reçues initialement de l'Ouganda n'ayant été ni précises, ni complètes ni convaincantes, l'État partie invoquant les difficultés auxquelles il s'est heurté lors de l'établissement de l'ensemble des rapports demandés par les instances internationales, s'est engagé à fournir une réponse sur les questions en suspens en juillet 2006 au plus tard.

14. Les recommandations formulées dans le rapport du Rapporteur spécial chargé du suivi des observations finales sont approuvées.

15. **M. Rivas Posada** (Rapporteur spécial) indique que dans le but d'améliorer la qualité de ce type de rapports dans l'avenir, il serait utile que le Comité arrête les critères à appliquer pour déterminer si les réponses fournies sont pleinement satisfaisantes et non pas uniquement complètes, et s'il n'y a pas lieu à suivre. Que tel État partie fournisse une réponse à toutes les questions qui lui ont été posées ce n'est pas dire qu'il a pour autant répondu de manière satisfaisante aux questions soulevées par le Comité. Par ailleurs, le Rapporteur spécial se demande si le Comité ne doit pas utiliser un ton plus ferme dans les notes qu'il adresserait ultérieurement aux États parties qui n'auraient pas répondu à ses premières sollicitations, l'envoi de lettres en série dans la même veine ne semblant pas suivi d'effet. Sans garantir une suite favorable, un ton plus ferme peut, dans certains cas, avoir valeur d'avertissement pour les États parties.

16. **La Présidente** estime que ces questions pourraient être débattues par le groupe de travail en cours de constitution en vue d'améliorer le dispositif de suivi.

Clôture de la session

17. **La Présidente**, constatant que le Comité a achevé l'examen de son ordre du jour chargé, juge que l'innovation qui a consisté à ménager plus de temps pour les réunions avec les organisations non gouvernementales s'est avérée fort utile et que le Comité peut aussi se féliciter d'avoir examiné 37 communications, dont 19 ont abouti à l'adoption de Constatations quant au fond.

18. **M. Amor** estime que le Comité doit se féliciter de la quantité et de la qualité de ses travaux et qu'il ressort des Constatations qu'il a adoptées que, loin d'être figée, sa jurisprudence évolue pour rendre compte des réalités de l'heure. Sans doute cela expliquerait-il que les tribunaux internationaux,

comme la Cour internationale de Justice et la Cour européenne des droits de l'homme, invoquent de plus en plus cette jurisprudence. Selon M. Amor, il importe de s'employer à la faire mieux connaître tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du système des Nations Unies.

19. Après l'échange des civilités d'usage, la Présidente déclare que le Comité des droits de l'homme a achevé les travaux de sa quatre-vingt-sixième session.

La séance est levée à 10 h 55.